

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 Toulon

Toulon, le 15/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS ZEPHIRE

Chemin Gaetan Gastaldo
Quartier de l'Escaillon
83200 Toulon

Références : D-UD83-2024-00155
Code AIOT : 0006400196

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement SAS ZEPHIRE implanté Chemin Gaetan Gastaldo Quartier de l'Escaillon 83000 Toulon. L'inspection a été annoncée le 31/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées.

L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS ZEPHIRE
- Chemin Gaetan Gastaldo Quartier de l'Escaillon 83000 Toulon
- Code AIOT : 0006400196
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Usine de Valorisation Énergétique des ordures ménagères et Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 18/01/2005, article 3.3.17.3	Sans objet
2	Présence de compteurs	Arrêté Préfectoral du 18/01/2005, article 3.3.17.2	Sans objet
3	Volumes d'eau prélevé	Arrêté Préfectoral du 18/01/2005, article 3.3.17.2	Sans objet
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Préfectoral du 18/01/2005, article 3.3.17.2	Sans objet
5	Déclarations GERE : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
6	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
7	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article communication DREAL	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été l'occasion de rappeler à l'exploitant que la zone sécheresse à surveiller par ce dernier n'est pas la zone d'implantation du site mais la zone de prélèvement majoritaire de ses eaux consommées.

L'exploitant mène depuis des années une politique de réduction de sa consommation d'eau qui a chuté de plus de moitié depuis 2013.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2005, article 3.3.17.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : L'eau nécessaire à l'exploitation des installations est prélevée exclusivement sur le réseau public (pas de forage, de puits ou de prélèvement dans un cours d'eau)
Constats : Origine de l'eau : réseau public. Il n'y a pas de forage qui alimente le site. Par courriel du 16 février 2024, l'exploitant transmet à l'inspection le mail qu'il a reçu de son fournisseur Véolia : "L'eau alimentant votre compteur général provient de l'usine de La Valette (qui traite l'eau de la retenue de Carcès et du Verdon / SCP)". Codes masse d'eau : - Lac de Carcès : FRDL108 - Eau de la SCP : FRDL 89
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence de compteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2005, article 3.3.17.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur
Constats : Il a été vérifié la présence d'un compteur en entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Volumes d'eau prélevé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2005, article 3.3.17.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Ce dispositif est relevé journalièrement (débit susceptible de dépasser 100 m ³ /jour.
Constats : Le relevé est bien réalisé quotidiennement et enregistré. Par exemple sur le mois de janvier 2024, la consommation journalière a oscillé entre 71 et 150 m ³ /jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2005, article 3.3.17.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé
Constats : Les consommations d'eau sont bien enregistrées dans les données d'exploitation, dans une base électronique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Pour : <ul style="list-style-type: none">- établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ;- pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ;- STEP urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO5 (100 000 équivalents habitants) ;- site d'extraction relevant du code minier. Prélèvements : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an. Volumes d'eaux rejetés : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article.
Constats : En 2023, 52 995 m ³ ont été prélevés sur le réseau. Rejets 2023 : 0. Depuis le revamping réalisé en 2015, toutes les eaux du site sont réutilisées. En particulier les eaux de lavage des conteneurs DASRI, les concentrats de l'osmoseur, les eaux issues de la régénération des résines sont toutes collectées et servent au refroidissement des mâchefers en sortie de four.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation

<p>pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats : L'exploitant a bien eu connaissance d'un niveau d'alerte renforcée concernant Toulon en 2023. Son activité relève des exemptions prévues par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Mise en œuvre du PSH

<p>Référence réglementaire : Autre du 20/03/2023, article communication DREAL</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, PSH</p>
<p>Prescription contrôlée : Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024. Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024.</p> <p>Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors. 2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte. <p>Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA. Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.</p> <p>L'Inspection des installations classées sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH. Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.</p>
<p>Constats : Il n'y a pas de PSH encore mis en œuvre car l'exploitant considère le tableau qui permet d'établir le Plan de Sobriété Hydrique comme « une usine à gaz ». En particulier dans les justificatifs il lui est difficile de quantifier certains éléments.</p> <p>L'exploitant a présenté des tableaux de performances mis en place sur sa consommation d'eau globalisée depuis 2013 : la consommation totale a chuté de moitié environ passant de 100 000 m³ en 2013 à 52 995 m³ en 2023. Un autre indicateur, qui permet de rapporter la consommation à la tonne incinérée, montre une consommation qui est passée de 414 litres/tonne incinérée en 2013 à 191 litres/tonne incinérée en 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>